



ÉLEVAGE

d'Afrique **INFO**

SÉNÉGAL

**Le pays rejoint
la Fédération
Internationale du Lait**



Pour l'élevage, la pêche et les chaînes de valeur

N°032 du Mardi 29 Oct. au Lundi 04 Nov. 2024 - Prix: 500 Fcfa **Hebdomadaire**



DÉFICIT DE POISSON EN CÔTE D'IVOIRE

Sidi Tiémoko Touré veut augmenter la production nationale

• Plusieurs étangs et fermes offerts aux acteurs

3e ÉDITION DU SOMMET DE L'ÉLEVAGE D'ABIDJAN

**Voici les gros avantages
du SELAB Livestock Show**



Éditorial

Par Charles Lambert TRA-BI

Côte d'Ivoire : Défis de l'augmentation de la production de poisson

Dans le lexique du Ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH), depuis l'avènement du Ministre Sidi Tiémoko Touré, les termes "Sécurité", "Souveraineté", "Autosuffisance" et "Alimentaire" sont devenus quasi usuels, voire viraux. C'est que le Ministre ivoirien et ses collaborateurs multiplient des stratégies, des partenariats nationaux et internationaux afin d'accroître les stocks capables de couvrir les besoins alimentaires des populations ivoiriennes. C'est le cas du poisson pour lequel Sidi Touré a évoqué, lors de la cérémonie de lancement du projet de "Production piscicole de Blanfla" (région de Bouaflé), la nécessité d'accroître la production nationale. A l'occasion, le membre du gouvernement Beugré Mambé a estimé que l'atteinte de l'autosuffisance en protéines alimentaires, notamment de poisson, se présente pour la Côte d'Ivoire comme une nécessité, laquelle fait face à des défis qu'il faut relever.

Premièrement, le défi est budgétaire et donc économique. En effet, il est question de réduire les tensions sur les caisses de l'Etat en baissant drastiquement les volumes d'importations de poisson. Selon les chiffres officiels, en 2023, du fait de la faiblesse de la production locale, la Côte d'Ivoire a déboursé près de 507,48 milliards FCFA pour importer 726 258 tonnes de poisson. Un tableau qui démontre que si la Côte d'Ivoire veut renverser la tendance et faire souffler, un tant soit peu, ses caisses, il lui faut nécessairement produire davantage.

Deuxièmement, le défi prend une forme sociale. Dans ses propos tenus à Blanfla, le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques a rappelé que, pour ce qui est du secteur halieutique, en général, et du poisson, en particulier, la Politique Nationale de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA) a été conçue avec une vision sociale dans le but de créer des emplois décents pour les jeunes et les femmes, et de renforcer la résilience des communautés rurales.

Troisièmement, le défi est environnemental. Il est admis que, dans le contexte actuel du réchauffement climatique, pour accroître la production locale de poisson, il est impérieux d'adopter des pratiques écologiques. Produire en quantité mais surtout en qualité en appliquant les principes et règles d'une production durable, que ce soit en matière de pêche ou d'aquaculture.

In fine, relever ces trois défis vise l'accroissement de la production locale de poisson pour renforcer la sécurité alimentaire en ce qui concerne cette protéine. Mais le plus important reste l'adoption de bonnes pratiques et la mise en place de stratégies pour plus d'efficacité sur le terrain. Le ministre Sidi Touré, ayant perçu les limites de la pêche en la matière, s'est résolument tourné, à l'instar de plusieurs pays d'Asie, vers l'aquaculture (pisciculture-production de poisson) qui est l'une des réponses apportées à la surpêche et aux besoins croissants de poisson. Il s'est donc lancé, à travers la Côte d'Ivoire, dans la création d'un véritable écosystème de production piscicole moderne et structuré, qui permettra de répondre à la demande nationale. La production piscicole à Blanfla cadre donc avec sa volonté d'augmenter la production nationale en vue de renforcer l'indépendance alimentaire en matière de poisson.

CÔTE D'IVOIRE / TRANSFORMATION DE POISSONS Des mareyeuses renforcent leurs capacités

Du 9 au 11 octobre 2024, des mareyeuses membres de l'Interprofession aquacole de Côte d'Ivoire (InterAQUA) ont pris part à un programme de démonstration et de renforcement des capacités des transformateurs de poisson. Elles y ont appris des techniques de réalisation des produits dérivés du poisson et comptent à l'issue de cet atelier apporter une plus-value à leur activité.



Débarcadère Mohamed VI de Locodjro, une dizaine des femmes atroupées suivent attentivement les gestes précis et synchronisés de la formatrice Oluwafunmilola Shelica, consultante pour Wordfish, une organisation de recherche internationale à but non lucratif. Celle-ci émiette dans un plateau creux argenté de la chair de poisson fumée.

Par ce temps ensoleillé, le ballet qu'effectue quelques pêcheurs entre leur barque de fortune et le quai, ne semble pas les distraire. Leur attention est focalisée sur Mme Oluwafunmilola. Après la phase de démonstration, elles passent à tour de rôle pour exécuter les mêmes gestes. Sur des paillasses d'un blanc immaculé trônent des bassines en plastique par-ci, des ustensiles de cuisine par-là. Ces femmes arborent des

chassubles blanches et des charlottes rouge bordeaux sur leur tête. Elles ne participent guère à un cours de cuisine ordinaire, mais plutôt à un programme de démonstration et renforcement de capacités des transformateurs de poisson.

Initiée par la Banque africaine de développement (BAD), en collaboration avec Wordfish, Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (TAAT) et InterAqua, cette session a enregistré la participation des mareyeuses de l'Indénié Djuablin, membres de l'interprofession aquacole.

Montrer aux femmes comment créer des activités parallèles à travers leur activité initiale, pour accroître leur revenu, tel est l'objectif de ce programme.

« Je pense qu'à travers cet atelier ces femmes sont à

même de concevoir des produits qui sont des dérivés de l'activité initiale qu'elles font. En dehors du fumage de poisson, elles peuvent créer 9 activités », a indiqué la formatrice Oluwafunmilola Shelica, consultante pour Wordfish.

Avis de participants

Durant les trois jours qu'a duré cette session, elles ont appris à réaliser des dérivés du poisson à savoir : de la pâte de poisson, de la soupe de tilapia et de silure, du poisson émietté enduit d'arachide et fumé au four, des boulettes, des beignets fourrés au poisson, ainsi que l'extraction de l'huile de poisson.

Suite de la page 2

Cette valeur ajoutée aura à coup sûr un impact sur l'ensemble des activités de ces mareyeuses qui ne seront plus focalisées uniquement sur le fumage du poisson. Comme N'zué Aka Caroline, présidente des femmes mareyeuses de l'inter aqua d'Abengourou, cet atelier a été une occasion pour chacune d'apprendre d'autres procédés de conservation. « Cette formation nous a apporté beaucoup. C'est vrai qu'il y a certaines choses qu'on connaissait, mais elle est venue appuyer avec de nouvelles techniques et pratiques pour nous permettre de parfaire ce que nous connaissons déjà. Et aussi, apprendre ce que nous ne savions pas. Donc, nous disons, "merci" aux initiateurs de ce projet, qui nous permet tant de pouvoir diversifier tout ce que nous faisons. Parce qu'auparavant, nous étions seulement focalisées sur le poisson frais et le poisson fumé. Mais aujourd'hui, avec cette formation, nous avons divers produits qu'on pourrait avoir à partir du poisson », indique-t-elle.

Un moyen
d'accroître
les revenus

Ayé mou Emma Solange, membre de la société coopérative des mareyeuses d'Abengourou, appartenant à l'Union des Sœurs Coopératives de l'Indénié-Djuablin aborde dans le même sens qu'elle. Elle entend transmettre aux femmes de sa région ce qu'elle a appris durant cette formation et parfaire

ces acquis pour proposer ses produits dans de grandes surfaces. « Cette formation est la bienvenue, parce qu'auparavant, nous pratiquions notre activité de manière artisanale, de manière traditionnelle, ce que nous avons l'habitude de voir.

Mais aujourd'hui la formatrice est venue nous enseigner comment ajouter une valeur de plus à ce que nous faisons. Elle nous a montré plusieurs manières de transformer le poisson. Nous comptons donc apporter à nos sœurs qui n'ont pas pu être là, ce que nous avons appris aujourd'hui. Et nous voulons surtout mettre en pratique ce que nous avons appris. Pour que dans peu de temps, nous voyons dans nos marchés et supermarchés, les produits made in Côte d'Ivoire, pisciculture made in Côte d'Ivoire », explique Mme Ayémou. La transformation du poisson est certes un moyen d'accroître les revenus des mareyeuses mais peut être aussi une arme pour éviter le gaspillage comme l'explique Vanessa Boko, une des participantes. Technicienne au Centre National de Recherche Agronomique de Côte d'Ivoire (CNRA), elle sait désormais quoi faire des restes des poissons utilisés pour des analyses. Outre les techniques de transformation de produits dérivés du poisson, les participantes ont été formées également à la gestion de la qualité et de l'hygiène des produits de la pêche, à la gestion administrative et financière et des aires de transformation, ainsi que la gestion administrative et financière de leurs activités.

Par Mireille YAPO



CI / AQUACULTURE

Des dizaines de jeunes
formés par le PSTACI et
le Conseil régional du Poro

Dans le but de réduire la dépendance excessive vis-à-vis des importations de produits halieutiques en Côte d'Ivoire, le Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture (PSTACI), initié par le Gouvernement ivoirien en février 2022, a mis en place, un projet de formation de jeunes aux métiers de l'aquaculture

La première cohorte de jeunes formés a enregistré la formation d'une trentaine de jeunes, dont 17 de la région du Poro, s'est achevée par une cérémonie officielle de remise des Attestations aux bénéficiaires, samedi 19 octobre 2024, à Korhogo, en présence des autorités politiques, administratives et coutumières de la région. Cette première cohorte de jeunes formés sur le site de l'École de spécialisation en pisciculture et pêche en eau continentale (ESPPEC) de Koubi, dans le département de Tiébissou, est issue du Projet Aquajeunes. C'est une initiative du Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PSTACI) en partenariat avec Abidjan Legacy Program (ALP) et le Conseil Régional du Poro.

Durant la cérémonie, le Coordonnateur Général du PSTACI, Modibo Samaké, a traduit toute sa reconnaissance aux plus hauts responsables du Conseil Régional du Poro et Abidjan Legacy Program pour leur engagement à ses côtés pour faire du Projet Aquajeunes une réalité. Modibo SAMAKE a également exhorté les jeunes formés, à être des ambassadeurs de l'aquaculture en Côte d'Ivoire, à continuer à cultiver l'excellence, à travailler avec passion et abnégation afin de contribuer à l'essor économique et social de leur région et du pays. « Vous êtes désormais les pionniers d'une nouvelle dynamique de production locale qui contribuera à réduire notre dépendance aux importations et à renforcer la sécurité alimentaire de notre pays. Vous êtes également les ambassadeurs de l'aquaculture en Côte d'Ivoire. Votre travail, vos initiatives et votre engagement serviront de modèle et insuffleront un nouvel



élan à cette filière », a conseillé le coordonnateur général du PSTACI. Et M. Modibo Samaké d'ajouter : « Aujourd'hui, vous repartez avec une formation solide, des compétences techniques reconnues et une vision d'avenir. Mais surtout, vous repartez avec une mission : celle de contribuer à l'essor économique et social de votre région et de votre pays ».

Le projet vise
3000 jeunes

Prenant la parole, le Coordonnateur Abidjan Legacy Program, Abou Bamba, a appuyé les propos du coordonnateur général du PSTACI en invitant les bénéficiaires du Projet Aquajeunes à rêver d'abord grand. « Vos ambitions et votre créativité sont les moteurs qui propulseront notre pays vers un avenir durable. N'oubliez pas que chaque grande réalisation commence par un rêve », a-t-il conseillé. De plus, M. Bamba a demandé aux jeunes bénéficiaires de cette formation à faire preuve de solidarité. « Soutenez-vous les uns les autres dans vos projets, partagez vos idées et vos expériences, et n'hésitez pas à faire appel aux ressources et aux réseaux que vous avez bâtis durant votre

formation », a-t-il dit. Le Président du Conseil Régional du Poro, Fidèle Sarassoro, par ailleurs Ministre-Directeur de cabinet du Président de la République Alassane Ouattara, s'est aussi exprimé au cours de cette cérémonie. Il a rappelé l'importance de cette initiative qui s'inscrit pleinement dans la vision du chef de l'Etat ivoirien. En effet, dans sa politique de développement, a souligné son Directeur de Cabinet, le Président Alassane Ouattara veut permettre à la Côte d'Ivoire de répondre aux besoins croissants en matière de poisson. Monsieur Fidèle Sarassoro a engagé le Conseil Régional qu'il dirige à donner les moyens nécessaires aux jeunes afin de leur permettre, non seulement de s'épanouir, mais également d'être de véritables acteurs de développement socio-économique local et national. En effet, le Projet Aquajeunes vise à former 3000 jeunes issus de toutes les régions du pays. Pour cette première cohorte, ce sont 27 jeunes, dont 17 du Poro et 10 de la localité de Koubi, qui ont été formés aux métiers de l'aquaculture. La deuxième cohorte, composée de 100 jeunes, est attendue dans les mois à venir.

Par
Sandrine KOUADJO

PRODUCTION DE POISSON EN CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement octroie plusieurs étangs et fermes à des acteurs

Des acteurs de la filière piscicole en Côte d'Ivoire ont bénéficié de plusieurs dizaines d'étangs, de fermes, d'aliments et d'alevins. Un projet à travers lequel le gouvernement de Côte d'Ivoire veut booster la production de poisson dans le pays.

Onze fermes piscicoles, 88 étangs, des aliments et des alevins ont été remis à des acteurs du secteur, dans le cadre du Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement, PA-PSGOUV (PA-PSGOUV/MIRAH), piloté par le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques. Vendredi 18 octobre 2024, le Ministre s'est rendu à Blanfla, localité située à 15 km de Bouaflé (306 KM d'Abidjan), pour présider cette cérémonie. A travers le projet "Production piscicole de Blanfla", le gouvernement ivoirien entend accroître la production de poissons dans le pays et impacter considérablement les populations locales en leur offrant des emplois stables tout en contribuant à la sécurité alimentaire du pays. Grâce à l'appui financier de la Banque africaine de Développement (BAD), ce projet s'étendra sur deux ans. Il s'agit notamment de l'octroi de 11 fermes, composées de 88 étangs de 600 m², soit huit étangs pour chaque bénéficiaire. Le Ministre Sidi Touré a exprimé sa joie pour l'effectivité de ce projet qui vise à accompagner les jeunes hommes et femmes dans le secteur des ressources animales et halieutiques. Le membre du gouvernement a exprimé ses remerciements à la BAD, avant d'exhorter les bénéficiaires à travailler pour mener à bien ce projet, afin d'en être des exemples (*Lire, ci-dessous, l'allocation du Ministre*).

Le Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement, en abrégé PA-PSGOUV, vise à soutenir le gouvernement dans sa volonté d'inten-



sification de l'action sociale en faveur des populations, notamment les plus défavorisées. Ce projet comprend quatre (04) principales composantes : La "Composante A", qui est relative au développement d'infrastructures sociales et au renforcement de la sécurité alimentaire. Elle prend en compte les volets « routes en

terre et pistes rurales », « santé et protection sociale », « hydraulique villageoise », « Agriculture », « ressources animales et halieutiques » et « Contrôle et supervision des travaux - suivi environnemental ». La "Composante B" concerne l'emploi des jeunes, la "Composante C" s'occupe des Etudes et Renforcement de Capacités (ARC) et la

"Composante D" est relative à la gestion du projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet « Ressources animales et halieutiques », il faut la mise en œuvre d'actions précises. D'abord, il est question d'améliorer la production halieutique autour des lacs de Buyo et Kossou à travers la formation des

agents des bureaux d'aquaculture et de pêche des lacs de Kossou et de Buyo, l'équipement des bureaux de pêche en matériels de surveillance et de navigation, la construction des embarcades pour les hors-bords, l'aménagement de deux unités de cages flottantes sur les lacs de Kossou et Buyo et de 25 fermes piscicoles et la construction de 10 fours améliorés de type FAO-Thiaroye. Ensuite, il s'agit de former et d'équiper les pêcheurs artisans aux bonnes pratiques de pêche et apporter un appui organisationnel aux pêcheurs artisans. Enfin, il s'agit de promouvoir l'agriculture villageoise améliorée par l'installation de 500 femmes rurales grâce à l'opération une femme, un coq et 10 poules. La cérémonie de lancement, qui s'est déroulée à Blanfla, avait globalement pour objectif de remettre, de façon officielle, des fermes piscicoles aux bénéficiaires, de leur offrir des intrants de production (aliments et alevins), et de communiquer sur les objectifs et les résultats du PA-PSGOUV (PA-PSGOUV/MIRAH).



ÉLEVAGE

d'Afrique **INFO**

Appelez aux numéros suivants:

(+ 225) 27 22 23 87 66 - (+ 225) 07 07 87 98 43

(+ 225) 05 06 91 97 36 - (+ 225) 01 52 83 72 72

DEFICIT DE POISSON EN CÔTE D'IVOIRE

Sidi Touré veut augmenter la production nationale

Sidi Tiémoko Touré, Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, a profité de l'occasion du lancement officiel du projet "Production piscicole de Blanfla" pour redire sa volonté de tout mettre en œuvre, avec l'appui de partenaires et le soutien du gouvernement, pour augmenter la production ivoirienne en poisson. Voici l'intégralité de sa déclaration de Blanfla.

« C'est avec un immense plaisir que je prends la parole à l'occasion de cette cérémonie marquant le lancement officiel de la production piscicole à Blanfla.

Ce moment est une étape importante dans notre ambition de renforcer la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire à travers une augmentation de la production de protéines animales, notamment de poisson.

Avant tout, je voudrais exprimer ma profonde gratitude à Son Excellence Monsieur Alasane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, pour son soutien infaillible et son engagement en faveur du développement durable du secteur des ressources animales et halieutiques. Son leadership et ses nombreuses actions nous permettent aujourd'hui de poser des actes concrets en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire de notre pays.

Je tiens également à remercier l'ensemble des autorités locales et régionales, ainsi que nos partenaires techniques et financiers plus particulièrement la Banque Africaine de Développement (BAD), dont la contribution est essentielle à la mise en œuvre de ce projet ambitieux.

Mesdames et Messieurs,

La consommation de poisson est une composante fondamentale de l'alimentation des Ivoiriens avec plus de 15kg de poissons consommés par habitant et par an. Malheureusement, malgré les potentialités hydrologiques et climatiques dont nous disposons, notre pays reste tributaire des importations massives pour satisfaire son besoin en poisson. En 2023, la Côte d'Ivoire a dépensé près de 507,48 milliards FCFA pour l'importation de 726 258 tonnes de poisson, faisant du poisson frais, l'un des produits alimentaires les plus importés. Cette dépendance aux importations s'explique en partie par une production lo-



cale insuffisante pour répondre à la demande intérieure croissante.

Mesdames et messieurs,

La mise en place de ce projet de production piscicole à Blanfla vise précisément à inverser cette tendance, en augmentant la production nationale et en renforçant notre indépendance alimentaire. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la Politique Nationale de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA), qui vise à moderniser le secteur et à garantir une gestion durable de nos ressources halieutiques. À travers ce projet, nous ambitionnons de créer un véritable écosystème de production piscicole moderne et structuré, qui permettra non seulement de répondre à la demande nationale, mais aussi de créer des emplois durables pour les jeunes et les femmes, et de renforcer la résilience des communautés rurales.

Chers jeunes,

Ce projet est conçu pour vous. Il représente une énorme opportunité d'emploi pour vous conformément à la volonté du Président de la République, qui a déclaré **2023**, année de la jeunesse. Nous vous encourageons à prendre soin de ces infrastructures et à intégrer un programme de formation spécifique qui vous permettra d'acquérir les savoir-faire nécessaires pour réussir dans

ce domaine.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais saisir cette occasion pour adresser mes sincères remerciements à tous les acteurs impliqués dans la réalisation de ce projet, depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre. Vos efforts collectifs sont la preuve que nous pouvons, ensemble, bâtir une filière halieutique forte et prospère, capable de répondre aux besoins alimentaires de notre pays.

Je reste convaincu que ce projet aura un impact considérable sur la vie des populations locales en leur offrant des emplois stables et en contribuant à la sécurité alimentaire de la région et de la nation tout entière. Sur ces mots, je déclare officiellement l'ouverture des activités de production »

SIDI TIEMOKO TOURE
Ministre des Ressources
Animales et Halieutiques



SOMMET DE L'ELEVAGE D'ABIDJAN

Les gros avantages de la 3^e édition du SELAB Livestock Show



La 3^e édition du Sommet de l'Élevage d'Abidjan, appelé SELAB Livestock Show, est prévue du 22 au 24 novembre 2024 dans la capitale économique ivoirienne. Un rendez-vous qui promet...

Il s'agit d'un Salon de productions animales, organisé par la structure Next Sustainable Initiative (NSI), en partenariat avec le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques de Côte d'Ivoire (MRAH), autour du thème « Rentabilisez votre élevage ». A l'occasion du lancement de cet événement, le 11 juillet 2024, les premiers responsables du SELAB Livestock Show avaient annoncé des innovations majeures pour marquer la 3^e édition. Une édition 2024 qui se veut innovante car elle réserve des surprises dans son organisation et son contenu. Au titre de changements majeurs, on a d'abord la création d'un pôle dédié aux innovations et aux technologies avant-gardistes du secteur de l'élevage. Il y a ensuite la création d'un pôle dédié aux collectivités territoriales pour valoriser le potentiel des talents de chaque région de la Côte d'Ivoire. Enfin, il existe une plateforme regroupant les professionnels de la formation, du recrutement et de l'insertion professionnelle. La 3^e édition du SELAB Livestock Show prévoit également un espace B2B VIP dédié aux investisseurs, aux pouvoirs pu-

blics et aux sponsors afin de permettre aux participants de nouer des partenariats gagnants et concrétiser des opportunités d'affaires. L'évènement réunira, notamment, les acteurs des chaînes de valeur de l'élevage, des exposants, des partenaires, des sponsors, des investisseurs, des décideurs, locaux et internationaux, dont le Brésil qui est le pays à l'honneur pour cette édition.

S'inspirer du modèle brésilien

Procédant lui-même au lancement du SELAB Livestock, le 11 juillet 2024 à Abidjan, Sidi Touré a indiqué que cette 3^e édition est axée sur les mécanismes susceptibles de rendre les systèmes d'élevage plus résilients. Le Ministre ivoirien avait expliqué le choix du thème de l'évènement, « Rentabilisez votre élevage ». « Ce thème traduit l'urgence de repenser nos systèmes d'élevage pour le rendre plus résilient, plus respectueux de l'environnement, plus rentable et plus à même de répondre aux besoins croissants d'une population africaine en pleine expansion. Rentabiliser un investissement dans une ferme implique l'amélioration de sa gestion, l'augmentation de sa productivité, l'accès à de nouveaux marchés et de nouvelles techniques plus efficaces et moins coûteuses

», avait souligné Sidi Touré. Le patron du MIRAH avait également expliqué que le choix du Brésil, comme « Pays invité » de cette édition du SELAB d'Abidjan, était lié au fait que ce pays de d'Amérique du Sud est un bon modèle en matière d'élevage. « La performance remarquable du Brésil dans ce domaine est le fruit d'une combinaison de facteurs, notamment une recherche et une innovation de pointe et une utilisation efficace des technologies. Le SELAB Livestock Show sera l'occasion pour nous de tirer des leçons précieuses de l'expérience brésilienne et de l'adapter à nos réalités africaines », avait estimé Sidi Touré.

La participation de la France attendue

A quelques semaines de l'évènement, le Ministre ivoirien réaffirme son engagement à soutenir le SELAB Livestock Show aux côtés de NSI. Pour le succès de ce sommet international de l'Élevage Abidjan, Sidi Touré a invité également des investisseurs nationaux et internationaux à saisir cette opportunité pour explorer les potentialités immenses dudit secteur en Côte d'Ivoire. C'est dans la même veine que le Ministre des Ressources des ressources animales et halieutiques de Côte d'Ivoire a reçu en audience,

mercredi 23 octobre 2024, le Représentant de l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Daniel Gallissaires. La rencontre, qui a eu lieu au Cabinet du Ministre ivoirien, avait pour objectif d'inviter l'Etat français à prendre toute sa part à la 3^e édition du SELAB, qui aura pour cadre le Parc des Expositions d'Abidjan. Au cours des échanges

avec le Diplomate français, le Ministre Sidi Touré a marqué un vif intérêt pour la participation de la France à cet important évènement. Il a, en outre, souligné la pertinence, les avantages et les niches d'investissement qui sont rattachés au SELAB Livestock Show 2024.

Par
Sandrine KOUADJO

ÉCHOS DU MIRAH

Lancement du mécanisme d'amélioration du bien-être animal

Ce vendredi 25 octobre 2024, le Ministre des ressources animales et halieutiques a lancé, dans la commune de Songon, le mécanisme d'amélioration du bien-être animal. Cette opération, initiée par le Projet d'amélioration du bien-être animal, vise à communiquer et informer les populations sur l'importance de ce projet tant pour les hommes que pour les animaux eux-mêmes. Car il fournira toutes les informations sur un animal de compagnie à travers une puce qui lui sera implantée. A l'occasion, le Ministre Sidi Tiémoko Touré a exhorté les populations et les acteurs au respect des mesures mises en place, notamment à la vaccination, au dressage des animaux pour une meilleure protection en matière de santé publique et animale.

Des agents et des éleveurs reçoivent du matériel roulant

Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) renforce les conditions de travail de ses agents et des éleveurs de la région du N'Zi dans le cadre du Projet de renforcement des moyens de subsistance des petits exploitants et des femmes (PREMOPEF). Jeudi 24 octobre 2024 à Dimbokro, le Ministre Sidi Touré a procédé à une remise de matériels roulants aux agents du MIRAH et aux éleveurs au cours d'une cérémonie organisée à cet effet. L'objectif visé est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle. Le Ministre a invité chaque acteur à tirer profit de ces ressources afin de contribuer au développement de l'élevage tradimoderne.

Remise du matériel d'élevage aux bénéficiaires du projet FISH4ACP

Samedi 19 octobre 2024, il a été procédé à la remise officielle des unités de production aquacole ainsi que du matériel d'élevage ont été remis aux bénéficiaires du projet FISH4ACP, à Zatta, dans le district de Yamoussoukro. Ce projet, qui s'inscrit pleinement dans la feuille de route 2024 du MIRAH, a pour objectif de développer durablement la chaîne de valeur du tilapia d'élevage, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Côte d'Ivoire. Lors de son intervention, le Ministre Sidi Touré a encouragé toutes les parties prenantes à s'engager activement dans la réalisation de ce projet afin de se répartir les devises des importations de poissons.

Par la Rédaction

SOMMET MONDIAL DU LAIT 2024

Le Sénégal rejoint la Fédération Internationale du Lait

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal est l'un des principaux marchés pour le lait et les produits dérivés avec le Nigéria, le Mali ou encore le Burkina Faso. Dans le pays, la production locale reste insuffisante et couvre moins de la moitié des besoins nationaux.

Le Sénégal a officiellement rejoint la Fédération internationale du lait (FIL) lors du Sommet mondial du lait qui s'est tenu du 15 au 18 octobre 2024 à Paris, en France. Avec cette adhésion, le pays devient le premier d'Afrique de l'ouest à intégrer l'organisation, et le 5^e en Afrique avec le Kenya, le Rwanda, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. Fondée en 1903 et basée à Paris, la FIL regroupe des associations nationales de producteurs

laitiers, d'organisations de transformation et de fédérations de l'industrie laitière de 40 pays, représentant plus de 75 % de la production laitière mondiale. En intégrant cette organisation mondiale, le Sénégal pourrait bénéficier d'un accompagnement et accéder à des connaissances ainsi qu'à des technologies améliorées de production pour renforcer son secteur laitier.

Selon les données officielles, près de la moitié de la

consommation de lait et produits dérivés au Sénégal provient des importations en dépit d'une croissance de l'offre locale sur les dernières années. D'après un rapport publié en juillet dernier sur le marché laitier du pays, le Département américain de l'agriculture (USDA) indique que la production locale de lait a augmenté de 15,2 % entre 2017 et 2021, passant de 243,5 millions de litres à près de 280,6 millions de litres principalement



en raison de l'amélioration génétique des races locales et la conversion des exploitations extensives en exploi-

tations semi-intensives. Pour rappel, l'édition 2024 du sommet mondial du lait a été l'occasion pour la FIL de signer la Déclaration de Paris sur la durabilité en collaboration avec la FAO. L'ambition affichée par cette initiative est de renforcer l'engagement du secteur laitier envers une production durable.

Source:
Autre presse

Quel gain pour les pays africains ?

Tenu du 15 au 18 octobre 2024 à Paris, le sommet mondial de la filière Lait avait pour but de mettre en lumière les défis du secteur. Mais aussi de trouver des solutions innovantes pour faire grandir ladite filière au plan mondial. A cette édition, les pays se sont plus mobilisés afin de porter haut leur voix.

Événement annuel de l'industrie laitière mondiale, le Sommet du lait a réuni 1600 participants en provenance de 62 pays différents. Ces derniers se sont réunis pour échanger sur les enjeux majeurs qui façonnent le secteur laitier.

La filière lait désigne l'ensemble des activités et des acteurs impliqués dans la production, la transformation, la distribution, et la commercialisation des produits laitiers de l'élevage de vaches ou autres animaux laitiers comme les chèvres jusqu'à la vente des produits aux consommateurs. Ladite filière est composée de plusieurs maillons chacun jouant un rôle clé.

En effet, ce sommet mondial du lait a été une occasion d'échanger sur les enjeux du secteur mais aussi de chercher de solutions innovantes afin de faire de ce secteur l'une des meilleures. Au cours de cet événement, l'Afrique a été valablement représentée montrant l'importante place qu'occupe la filière laitière sur le continent. Pour le compte de cette année, 23 acteurs africains ont participé au panel, prouvant ainsi la participation en grand nombre des pays africains à s'intéresser au développement dudit secteur en Afrique au sein de la Fédération Internationale Laitière (FIL). A la suite des autres pays africains déjà membres, c'est le tour du Sénégal de rejoindre la Fédération Internationale Laitière (FIL) devenant ainsi le 5^e pays africain membre parrainé par le CNIEL.

Il convient donc de renforcer la collaboration entre les acteurs sénégalais afin de consolider la filière et d'encourager d'autres pays africains à emboîter le pas au Sénégal ainsi qu'aux autres pays africains déjà membre à suivre une trajectoire durable dans le secteur laitier. L'objectif à long terme consiste à augmenter au sein de la Fédération Internationale Laitière la présence des acteurs africains.

Source: Autre Presse

BAMAKO / MALI

Tenue d'une rencontre de préparation sur l'Enquête Nationale de Suivi du Troupeau

Une rencontre de préparation de l'Enquête Nationale de Suivi du Troupeau au Mali s'est tenue récemment à Bamako, a indiqué l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Plusieurs entités notamment les Agences nationales de statistiques, les structures techniques responsables de la production animale, de la santé animale et des experts en économie de l'élevage, ont pris part à cette réunion. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),



en collaboration avec le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) ont défini les stratégies et méthodologies nécessaires pour soutenir le Ministère de

l'Elevage et de la Pêche et le Ministère de l'Agriculture dans l'amélioration des données sur l'élevage. Les activités du FIDA au Mali visent à améliorer l'alimentation et la sécurité, l'emploi et les revenus, grâce à des systèmes agricoles performants et résilients aux changements climatiques et des filières tenant compte des enjeux nutritionnels ; l'accès des petits producteurs, et en particulier des jeunes et des femmes, aux marchés.

Par MYNA



SOCIÉTÉ EDITRICE:
MOAHE COMMUNICATION
Tel: +225 27 22 23 87 66
Cel: +225 05 06 91 97 36

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:
Abidjan Cocody Angré 7^e
Tranche ilot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR
DE PUBLICATION:
Charles Lambert TRA BI
+225 07 07 87 98 43
+225 01 01 04 50 00

DIRECTEUR
DES RÉDACTIONS:
OUATTARA Dit Vali
+225 07 07 20 44 47

RÉDACTEUR EN CHEF:
André SELFOUR
+225 07 77 00 77 16

SERVICE COMMERCIAL:
+225 01 52 83 72 72

MAQUETTISTE:
Consty HENNEKA
hennekaco@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR
DE LA RÉPUBLIQUE:
N° 021 du 1^{er} août 2024

TIRAGE: 1500 exemplaires

IMPRESSION:
HOODA GRAPHICS



3^eÉDITION

LE SALON DES PRODUCTIONS ANIMALES

THÈME :

RENTABILISEZ VOTRE ÉLEVAGE

**PARTENAIRES ET ANNONCEURS,
ASSOCIEZ VOTRE IMAGE
À CET ÉVÈNEMENT**



27 22 26 61 37
05 44 04 70 70
07 48 34 51 57



#SELAB24   
sometdelevage.ci